

et les organismes de recouvrement mentionnés aux articles L. 213-1 du code de la sécurité sociale et L. 718-2-1 du code rural et de la pêche maritime .

## R. 6333-2

Décret n°2018-1333 du 28 décembre 2018 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La mobilisation, par un titulaire d'un compte personnel de formation, de droits complémentaires associés à des ressources mentionnées à l'article **L. 6333-2** est subordonnée à la réception des ressources correspondantes par la Caisse des dépôts et consignations.

## R. 6333-2-1

Décret n°2020-894 du 22 juillet 2020 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les financeurs mentionnés aux 2° à 14° du II de l'article **L. 6323-4** peuvent confier à la Caisse des dépôts et consignations, le cas échéant dans le cadre d'une convention conclue sur le fondement de l'article **L. 6333-7**, la gestion d'une enveloppe globale de fonds lui permettant de financer des abondements en droits complémentaires en application des dispositions de ce II ou des alimentations supplémentaires en application des dispositions du III du même article.

### *Section 2 : Modalités de financement des actions de formation*

## R. 6333-3

Décret n°2018-1333 du 28 décembre 2018 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

I.-Afin de financer une formation éligible au compte personnel de formation mentionnée à l'article **L. 6323-6**, la Caisse des dépôts et consignations mobilise d'abord les ressources mentionnées à l'article **L. 6333-1** destinées au financement des droits acquis par le titulaire du compte, puis, lorsque ces derniers sont insuffisants, les ressources supplémentaires mentionnées à l'article **L. 6333-2** destinées au financement des droits complémentaires.

II.-Lorsque la Caisse des dépôts et consignations procède à la mobilisation des droits complémentaires, elle utilise les ressources mentionnées à l'article **L. 6333-2** dans un ordre de priorité fixé par arrêté du ministre chargé de la formation professionnelle.

III.-Les frais de formation qui ne sont pas financés par les droits mobilisés au titre du compte personnel de formation restent à la charge du titulaire du compte. Les délais et modalités de versement du reste à charge par le titulaire à la Caisse des dépôts et consignations sont fixés par les conditions générales d'utilisation du service dématérialisé mentionnées à l'article **L. 6323-9**.

### *Section 3 : Paiement des organismes de formation par la Caisse des dépôts et consignations*

## R. 6333-4

Décret n°2018-1333 du 28 décembre 2018 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La Caisse des dépôts et consignations procède au paiement des prestataires mentionnés à l'article **L. 6351-1** après réception des informations nécessaires au débit des droits inscrits sur le compte personnel de formation